

Sécheresse en Franche-Comté

Pour économiser l'eau, "chaque geste compte" ? Assez de bla bla, des actes !

Faute d'oser prendre les décisions courageuses sans lesquelles la situation continuera irrémédiablement à se dégrader, le gouvernement en appelle une fois de plus à la seule responsabilité individuelle. Fermez le robinet quand vous vous brossez les dents ! Prenez des douches plutôt que des bains ! Choisissez des plantes qui n'ont pas besoin d'arrosage ! On en est encore là ? Sérieusement ?



Le Doubs en souffrance - alerte SOS LRC - juin 2023

Nous avons déjà eu l'occasion de dire tout le mal qu'on pense du "plan eau" annoncé en grandes pompes par le président de la République au printemps, dont les montants restent ridicules face à l'ampleur des actions à mener ; et la colère que nous inspirent les propos du ministre de l'Agriculture annonçant que les agriculteurs continueront à être exemptés de tout effort et pourront continuer à arroser le maïs dans des régions, sur des sols et pour des animaux qui ne sont décidément pas faits pour ça.

La situation est pourtant gravissime en Haute-Saône, où le premier arrêté sécheresse de l'année a été signé le 23 mars 2023 après 53 jours sans pluie ! Et ça continue ! Aucune goutte de pluie à Vesoul depuis le 15 mai !

La situation est également très sérieuse *Le Doubs en souffrance - alerte SOS LRC - Juin 2023*

dans le Doubs, le Jura et le Territoire de Belfort où on compte, au 14 juin, 26 jours sans pluie significative dans de nombreuses communes.

Le niveau vigilance sécheresse vient d'être décrété dans le Doubs, mais il tarde à l'être dans les deux derniers départements !

Partout, la destruction des milieux continue comme si de rien n'était : assèchement de zones humides, forages déclarés ou non, captages de sources, drainages, arrachage de haies, artificialisation des sols... Les pratiques les plus dévastatrices ne sont parfois même pas interdites ni encadrées (aucune loi n'interdit un drainage en tant que tel). Et quand elles le sont, les infractions sont rarement constatées et les administrations se montrent promptes à régulariser des dommages pourtant irréversibles... quand ce n'est pas le lanceur d'alerte, traité d'éco-terroriste, qui est montré du doigt !

Dans l'urgence, on réalise des interconnexions entre réseaux - c'est utile - et - plus problématique - des forages dans les nappes phréatiques profondes, avec des financements publics, pour soi-disant "sécuriser" l'approvisionnement en eau des communes. Ce ne sont là que des solutions à court-terme, nous disent les scientifiques, car le temps de rechargement de ces nappes profondes est estimé à une vingtaine d'années (et encore, ces estimations datent d'avant le dérèglement climatique) !

Qu'allons-nous faire de cette eau si précieuse, épargnée depuis des siècles, et brutalement arrachée aux profondeurs du karst comtois ? La perdre dans des fuites de réseaux ? Remplir nos piscines, laver nos voitures, arroser nos golfs ? Irriguer des grandes cultures ? Ou pis encore, utiliser cette eau pure et précieuse pour continuer à produire les molécules chimiques et les plastiques indispensables à notre société de consommation ?

Face à l'inefficacité bavarde et à l'inertie coupable du gouvernement, les Français sont de plus en plus nombreux à protester et à s'engager au côté des défenseurs de l'eau comme bien commun.

Quelques pistes, parmi nos propositions :

- Activer les arrêtés sécheresses bien en amont, sans attendre la dernière minute, et se donner les moyens pour qu'ils soient respectés (avec plus de moyens de contrôle)
- Réparer les réseaux d'eau potable pour viser le 0% de fuites : au rythme des investissements actuels, il faudra des dizaines d'années pour s'approcher d'un tel objectif
- Inutile de dépenser des centaines de millions d'euros dans des bassins d'orage qui ne sont pas à la hauteur des enjeux. Il faut accélérer la désimperméabilisation des sols et déconnecter les réseaux d'eaux pluviales des réseaux d'assainissement. La Franche-Comté est très en retard sur ce point au niveau national ! Subventionner les particuliers et copropriétés qui veulent faire des travaux de ce type.

Dominique VOYNET,
Secrétaire régionale
EELV Franche-Comté